

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Blondel dans "l'Est Républicain"

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : mercredi 2 avril 2003

Démocratie & Socialisme

Retraites : se faire entendre

Marc Blondel (FO) appelle à manifester demain. Il craint une réforme votée par les députés dans la torpeur de l'été.

- Le gouvernement n'a encore rien annoncé en matière de retraites que vous êtes déjà dans la rue ? Manifestez-vous, demain ?

- ▶ Bien entendu que je manifesterai, jeudi. Le gouvernement essaie d'emmener les partenaires sociaux à une déclaration commune qui serait le squelette de la révision des retraites. Une sorte de préambule à la loi qu'il présentera au Parlement. Mais quand on parle de choses concrètes, comme le niveau de la retraite ou le nombre d'années de cotisations pour obtenir une retraite pleine et entière, là il ne donne aucun chiffre. Le gouvernement essaie de nous mettre devant le fait accompli et de mobiliser l'opinion publique contre les salariés qui désirent défendre leurs droits à la retraite ou les 37,5 ans de cotisations, que tout le monde veut lire comme étant la défense de la situation des fonctionnaires.

37,5 ans pour tous

- Ils sont pourtant bien en première ligne ?

- ▶ Les 37,5 ans, c'est plus pour le privé que pour les fonctionnaires ! 80 % des femmes partent sans avoir le droit à une retraite entière parce qu'elles n'ont pas cotisé suffisamment. Ces cas seront de plus en plus fréquents du fait des contrats à durée déterminée et de la flexibilité. En 2020, il y aura de moins en moins de personnes qui auront quarante ans et plus de cotisations.

- Alors, que faut-il faire ?

- ▶ Rester à 37,5 ans et définir des garanties de retraite honorables. Par exemple, promettre 75 % du salaire avec 42 ou 45 ans de cotisations, ne sert à rien. Ceux qui n'auront que 35 ans auront une retraite bien chiche ! Je ne suis pas sûr que le gouvernement ait mesuré l'ampleur du dossier et qu'il soit disposé à le traiter dans le temps. Ce qu'il veut surtout, c'est résoudre son problème budgétaire en s'occupant des fonctionnaires. Pour cela, il veut agir sur les effectifs, ce qu'il fait avec la décentralisation qui va toucher 150.000 personnes. Il peut aussi privatiser les services. Jusqu'au moment où le secteur public ne rend plus le service qu'on attend de lui.

- On n'est plus dans le problème des retraites ?

- ▶ Mais si ! Le gouvernement peut jouer sur les effectifs, les salaires et les retraites. Pour ce dernier élément, passer de 37,5 ans à 40 ans, c'est deux ans et demi où l'Etat ne va pas embaucher. Avec des conséquences aussi sur le chômage. [i] Réaffecter les richesses

- Essentiellement, vous vous battez pour préserver la retraite des fonctionnaires ?

- ▶ Non, je me bats pour les 37,5 ans pour tous.

- Vous ne vous sentez pas un peu seul maintenant ?

▶ La CGT a présenté les choses de façon différente en abandonnant les 37,5 ans pour tous. Elle dit que ça ne saurait suffire. Je n'ai jamais dit que ça résolvait tous les problèmes. Bien entendu, il faut prendre en compte le niveau de la retraite, les droits familiaux ou la situation des handicapés.

- Les gens vivent de plus en plus vieux. Va-t-on être à la retraite pendant trente ans ?

▶ Ce qui va se passer, c'est une réaffectation des richesses vers le troisième et le quatrième âge. Depuis 1981, la société a affecté davantage de richesses aux actionnaires qu'aux salariés. Si on n'avait pas changé la répartition, on n'aurait pas de problèmes de retraite.

- Vous pensez qu'il faudra augmenter les cotisations ?

▶ C'est obligé. Dans tous les cas, il y aura une augmentation et je pense qu'il faudra le faire. Il fut un temps où je pensais que si le chômage se rétractait, on pourrait utiliser les excédents de la caisse chômage. Ce n'est maintenant plus possible. [i] Le 1er mai aussi

- Le gouvernement a-t-il déjà tout programmé en matière de retraites ?

▶ Le gouvernement a fait ses prévisions financières. Ensuite, il va présenter les règles. J'ai le sentiment qu'il y aura encore quelques réactions. Je ne crois pas que les salariés se laisseront découper en morceaux comme ça !

- Riposte, demain, puis le 1er mai ensuite ?

▶ C'est fort probable. Jeudi, la mobilisation sera assez sérieuse et le 1er mai, la revendication sera les retraites, même si on sait que derrière, il y aura la sécurité sociale et l'Unedic qui paie actuellement les indemnités chômage avec un emprunt.

- Votre grosse crainte ?

▶ Que la réforme tombe en juillet. Je rappelle que M. Balladur avait fait passer la sienne pendant les vacances. C'est le chemin sur lequel on nous conduit. C'est pour cette raison qu'il faut que les salariés se fassent entendre avant.

Propos recueillis par Armelle ROUSSEAU

© L'Est Républicain